



6 décembre 2016

2

L'ONG Human Rights Watch est-elle trop alignée avec la politique étrangère des Etats-Unis ?



Mark WEISBROT

HRW a ignoré la répression des régimes proches de Washington et rejeté les critiques –notamment de la part de prix Nobel– sur ses conflits d'intérêts.

Les organisations de défense des Droits de l'Homme sont supposées défendre des principes universels tels que l'état de droit ou la liberté face à la répression d'Etat. Mais lorsqu'elles ont leur siège aux Etats-Unis et se rapprochent de son gouvernement, elles se retrouvent parfois alignées avec la politique extérieure

de ce pays. Cette situation entache leur crédibilité et peut causer du tort à la cause des droits de l'homme.

De récents événements en Amérique latine ont remis cette question sous le feu des projecteurs. Le 29 août, le sénat brésilien a démis de ses fonctions la présidente élue, Dilma Rousseff, bien que le procureur fédéral en charge du dossier ait déterminé que les procédures comptables pour lesquelles elle était mise en cause ne constituaient pas un délit. De plus, des transcriptions d'appels téléphoniques réalisés entre des hommes politiques responsables du processus de destitution qui ont fuité [dans la presse] ont révélé comment ils essayaient de se débarrasser de Dilma afin de se protéger pour éviter des enquêtes les mettant en cause dans des affaires de corruption.

AGENDA

vendredi 16 décembre 2016
VENISSIEUX (69) - "Pour Fidel" - soirée commémorative - Les amis de Cuba

Enjeux politiques de l'histoire coloniale



Catherine COQUERY-VIDROVITCH

Notre patrimoine historique « national » doit-il inclure l'histoire de la colonisation et de l'esclavage colonial ? La réponse positive, de bon

Michel Temer, qui est d'ores et déjà exclu de la prochaine élection présidentielle pour cause de violation des règles de financement de campagne, a remplacé une présidente élue qui n'avait commis aucun délit. Tout dans son procès était de nature politique – et maintenant le nouveau gouvernement tente de mettre en place un programme de droite qui avait pourtant été rejeté lors des trois dernières élections présidentielles.

Une partie de ce programme politique de droite implique une étroite alliance avec les Etats-Unis et sa stratégie de Guerre froide de « [endiguement](#) » et de « [refoulement](#) » par rapport aux gouvernements latino-américains de gauche. Et c'est à ce moment que Human Rights Watch, l'organisation de défense des Droits de l'homme la plus importante basée aux Etats-Unis – et tout particulièrement sa division Amériques – entre en jeu. HRW s'est bien abstenue d'émettre la moindre critique sur le processus d'*impeachment* [contre la présidente Dilma Rousseff]... mais il y a pire : le directeur exécutif de la division « Amériques » de l'organisation, José Miguel Vivanco, a été cité par les médias brésiliens – le jour où le Sénat a voté l'évincement définitif de la présidente – [déclarant](#) que les Brésiliens « devraient être fiers de l'exemple qu'ils sont en train de donner au monde ». Il a aussi [loué](#) « l'indépendance du système judiciaire » brésilien. Pourtant, Sergio Moro, le juge chargé d'enquêter sur les affaires politiques de corruption, a été loin d'être indépendant. Il a dû [s'excuser](#) en mars pour avoir fait fuiter des écoutes entre l'ancien président Lula da Silva et Dilma à la presse ; Lula et son avocat ; et entre la femme de Lula et leurs enfants.

Il se trouve que Vivanco a aussi [approuvé](#) la persécution politique de l'ex-présidente argentine Christina Fernandez Kirchner, tout en faisant l'éloge de son remplaçant, le candidat de droite et soutenu par les Etats-Unis, Mauricio Macri. « Une institution gagne en crédibilité lorsqu'elle est capable de faire face à quiconque », a-t-il déclaré en faisant référence à l'actuelle poursuite judiciaire de Fernandez. Les enquêtes pour corruption de n'importe quel membre d'un gouvernement, incluant un ex-président, peuvent évidemment être parfaitement légitimes, mais dans le cas de l'ex-présidente argentine, de son ancien ministre des finances et de l'ancien responsable de la Banque centrale, ils ont été inculpés pour des actes que n'importe quel économiste pourrait considérer comme de [simples activités propres à une banque centrale](#). Il s'agit clairement d'une tentative d'évacuer du champ politique une ex-présidente de gauche qui, avec son mari et prédécesseur, Néstor Kirchner, ont présidé à une [énorme amélioration](#) en matière de niveau de vie [de la population] sur une période de 12 ans. Ce type de répression politique devrait plutôt sérieusement préoccuper les organisations de défense des droits de l'homme, mais pas un mot n'a été dit à ce sujet à Washington.

Bien entendu, le comportement de Vivanco s'aligne au centimètre près sur la politique étrangère des Etats-Unis dans la région ; par exemple l'administration Obama a clairement manifesté son soutien au coup d'Etat au Brésil. Le 5 août, le Secrétaire d'Etat John Kerry [s'est réuni](#) avec le ministre des affaires étrangères par interim brésilien et a donné une conférence de presse à ses côtés en évoquant l'avenir positif des



sens, ne fait pas l'unanimité : soit parce que parler sans tabou du

domaine colonial serait « faire repentance », soit parce que l'ignorance ou la négligence entretenues depuis plusieurs générations font qu'il ne vient même pas à l'esprit de beaucoup de nos concitoyens que notre culture nationale héritée n'est pas seulement hexagonale. La culture française (que (...))

[Agrandir](#) | [voir bibliographie](#)

Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation.

Friedrich Engels

relations entre les deux pays. En faisant des déclarations communes et en agissant comme s'il s'agissait déjà de l'actuel gouvernement du Brésil, alors que le Sénat brésilien n'avait pas encore décidé du sort de la présidente élue, Kerry a [clairement montré](#) quelle était la position du gouvernement des Etats-Unis. Le Département d'Etat avait déjà [lancé un signal similaire](#) en mai, seulement trois jours après que la chambre basse brésilienne eut voté la destitution de Dilma.

Et le président Obama a [clairement montré](#) sa préférence pour le nouveau gouvernement de droite d'argentine : son administration a levé son opposition aux prêts des organismes multilatéraux qu'il avait imposée au gouvernement précédent, ce qui contribua évidemment à l'époque aux problèmes de balance des paiements du pays.

Lorsqu'il fut demandé à Vivanco pourquoi HRW n'avait émis aucune déclaration au sujet de la destitution en cours au Brésil, il répondit :

Nous ne nous impliquons pas en critiquant des procédures de destitution ou d'autres affaires politiques locales, à moins qu'elles représentent une menace significative pour les droits de l'homme et l'État de droit. C'est pourquoi, par exemple, nous avons dénoncé le coup d'État qui a évincé le président du Honduras Manuel Zelaya en 2009, tout comme celui qui a brièvement évincé le président Hugo Chavez en 2002. Mais la situation au Brésil est différente. Que l'on soit d'accord avec le résultat ou non, il s'agit là d'un processus politique en cours dans un pays qui possède un système judiciaire indépendant et capable de déterminer si les lois appliquées dans ce processus sont respectées.

Mais le processus de destitution a soulevé de [sérieuses questions](#) au sujet de l'indépendance du pouvoir judiciaire brésilien, tout comme de l'Etat de droit, comme cela a été déjà relevé auparavant dans ce texte mais aussi par [d'autres journalistes](#). Et il est nécessaire de rappeler que lorsque les militaires du Honduras ont renversé le président Zelaya, le Département des Amériques de l'ONG Human Rights Watch a très peu agi. Elle a posté quelques déclarations sur son site internet durant les mois qui ont suivi le coup d'État, mais ce ne fut clairement que pour la forme. HRW a accès aux plus importants médias étasuniens, en tant que porteur d'opinion et de pourvoyeur d'information, et peut facilement placer des éditoriaux ou des articles d'opinions efficaces et avec une grande visibilité lorsqu'elle décide d'en faire l'effort. Cependant, durant le mois qui a suivi le coup d'État au Honduras, on ne trouva aucune trace de HRW dans les médias. Et contrairement à l'OEA, l'ONU et le reste du monde, l'ONG n'a jamais appelé au rétablissement du président élu démocratiquement. Pendant ce temps, la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton a manœuvré avec succès pour

empêcher Zelaya de retrouver son poste (ce qu'elle a [admis dans son livre publié en 2014](#)).

Bien qu'elle dénonce parfois les violations aux droits de l'homme commises par des gouvernements pro-EU, la Division « Amériques » de HRW a d'autre part ignoré ou s'est peu préoccupé des terribles crimes commis en collaboration avec le gouvernement des Etats-Unis dans cet hémisphère. Quelques-uns des [pires exemples](#) incluent le renversement du gouvernement élu d'Haïti en 2004, suite à quoi des [milliers](#) de personnes ont été tuées et des membres du gouvernement constitutionnel emprisonnés.

L'Organisation des Etats Américains a aussi ses antécédents en matière de droits de l'homme – cette organisation a même joué un rôle [non négligeable](#) dans la destitution du président élu haïtien en 2004 et a [annulé](#) les résultats électoraux de 2010 dans ce même pays sur l'ordre de Washington. Mais la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme a émis un [communiqué](#) en septembre exprimant ses préoccupations au sujet de la destitution de [la présidente] Dilma, et le Secrétaire général de l'OEA –un ardent allié des Etats-Unis – a publié une [dénonciation](#) détaillée, dans des termes beaucoup plus forts, lors du lancement de la procédure de destitution. Tout cela marque un fort contraste par rapport aux déclarations de Vivanco au nom de la Division des Amériques de HRW.

HRW a rejeté sommairement et de façon répétée ou bien simplement ignoré des critiques honnêtes et rigoureusement documentées au sujets de ses conflits d'intérêts. Ceci inclut des lettres de [lauréats au Prix Nobels](#), des anciens représentants de haut-niveau de l'ONU, et des universitaires demandant à HRW "d'exclure les personnes qui ont élaboré ou exécuté la politique étrangère des Etats-Unis des équipes de travail de l'ONG, des conseillers ou des administrateurs", ou même d'interdire à "ceux qui portent une responsabilité directe en matière de violation des droits de l'homme" de participer aux conseils d'administration d'organisations indépendantes comme HRW.

Les Gouvernements qui violent les droits de l'homme – et ceci inclut à peu près tous les gouvernements du monde – attaquent fréquemment les organisations de droits de l'homme occidentales ou leurs alliés locaux (parfois soutenus financièrement par les Etats-Unis) en les accusant d'être des instruments des gouvernements occidentaux. Ceci leur permet de déprécier la lutte légitime en faveur des droits de l'homme et même d'obtenir un soutien nationaliste dans le cas des gouvernements autoritaires, ou bien pour des violences commises par des gouvernements démocratiques. Il est donc de vitale importance que les organisations de défense des droits de l'homme respectent strictement leurs principes fondamentaux et défendent les droits de l'homme indépendamment des objectifs de la politique étrangères des Etats-Unis.

Mark Weisbrot

Co-directeur du Center for Economic and Policy Research, Washington, Etats-Unis (<http://cepr.net/>) et président de Just Foreign Policy.

Traduit par Luis Alberto Reygada pour Le Grand Soir.

SOURCE : >>> <https://www.thenation.com/article/is-human-rights-watch-too-closely-al...>

URL de cet article 31251

<https://www.legrandsoir.info/l-ong-human-rights-watch-est-elle-trop-alignee-avec-la-politique-etrangere-des-etats-unis.html>

Tweeter



Partager



Mark WEISBROT

23/08 Clinton ou Trump ? Quel serait le pire président américain pour l'Amérique latine ? (Ultimas (...))

20/07 Une politique de non-intervention des Etats-Unis au Venezuela serait un changement bienvenu (The New York (...))

02/04 En voulant isoler le Venezuela, Obama s'isole en Amérique latine. (Boston Globe)

26/03 La vérité sur le Venezuela : une révolte des classes aisées, pas une « campagne de terreur » (The (...))

[suite..](#)

Articles associés

Human Rights Watch

Aucun article récent. Afficher tout

Bresil

28/09 Washington tente de briser le BRICS - Le pillage du Brésil commence (New Eastern Outlook)

22/09 Brésil : Lula combat pied à pied les accusations d'un procureur évangélique qui en appelle à Dieu

07/09 Du Paraguay au Brésil : l'impérialisme « new look » : les coups d'État « parlementaires »

04/09 Discours Dilma Rousseff au Sénat Fédéral 29 août 2016 (Pragmatismo politico)

[suite..](#)

Etats-Unis

03/12 Il est temps de voir les États-Unis tels qu'ils sont (Daily Beast)

01/12 États-Unis - Pourquoi la classe ouvrière blanche se révolte : le néolibéralisme est en train de la tuer... littéralement (...)

25/11 La guerre de l'ombre du Parti Républicain contre les électeurs (Rolling Stone)

23/11 Trump : tout changer pour que rien ne change

[suite..](#)